

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Argentine-La-nuit-du-Senat>

# Argentine La nuit du Sénat

- Argentine -

Date de mise en ligne : dimanche 20 juillet 2008

---

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

---

La décision du Sénat, en repoussant la proposition de loi qui appuyait la Résolution 125 proposée par le Pouvoir Exécutif, est un échec politique et un rappel à l'ordre, vers les formes de conduite gouvernementale du kirchnerisme. Le projet du Gouvernement n'est pas seulement tombé à cause du vote du vice-président Cobos ou grâce à un complot réactionnaire. A également joué l'entêtement du Gouvernement, qui s'est refusé à approuver des réformes demandées au projet par d'autres secteurs qui cherchaient à segmenter- partager les rétentions et donner la priorité à l'enquête sur la fraude grossière réalisée contre l'État par les grandes multinationales exportatrices de céréales et d'oléagineux. Depuis novembre 2007 et jusqu'à fin mai 2008, grâce à la négligence ou à la complicité des autorités les rétentions ont servi à escroquer l'État de 1169 millions de dollars, que les sociétés exportatrices ont facturé aux producteurs, et n'ont pas déclaré au fisc. Le projet présenté par *Proyecto Sur* à travers de Claudio Lozano à côté d'autres députés, a pointé dans cette direction, Ils ont cherché jusqu'au dernier moment de trouver un consensus sur un projet unique avec le projet officiel, en approfondissant les rétentions mobiles et segmentées. Mais cela fut inutile.

L'orgueil et l'attitude aveuglée gouvernementale a mené le pays vers plus de 100 jours de conflit, avant de prendre la décision de faire participer le Congrès. L'expérience vécue à la Chambre des Députés n'a servi en rien d'avertissement : devant le Sénat, le Gouvernement a recommencé à s'enfermer dans une logique sectaire, en rentrant dans un jeu dangereux de miroirs, qui l'année passée l'avait porté vers un autre échec historique à Misiones. Loin de démontrer des vocations démocratiques, le kirchnerisme s'est refusé à débattre avec la société sur des grands sujets en attente ; et il ne l'a pas non plus fait au Parlement. Sa dynamique de prise de décision à partir d'un noyau réduit et fermé, qui évite les réunions de cabinet et dont les résolutions sont imposées à partir d'une obéissance due qui coupe l'herbe sous les pieds à toute possibilité de critique, forcément ceci entraîne nécessairement la possibilité de commettre des erreurs sérieuses, comme ce fut le cas de l'affrontement avec "le secteur agricole". Un trait complémentaire de ce type de gouvernement est de fermer toute possibilité au consensus, après avoir établi des polarisations pourries - dans une logique de confrontation amis-ennemis - tendant à exacerber le conflit et à crispier les intentions sociales. Les campagnes des grands médias et du monde rural ont été aussi manipulatrices et manichéennes que celles du Gouvernement. La politique de Kirchner a utilisé le chantage, en invoquant les fantômes les plus craints par le peuple argentin pour appeler à la défense de la démocratie, bien qu'elle ait fait voter la loi antiterroriste.

Le plus surprenant a été leur capacité à séduire avec ce type d'arguments beaucoup de compagnons et citoyens progressistes et forces sociales et politiques qui n'auraient pas dû se prêter à ce jeu du pejetisme [d'un certain type de péronisme]. Ceux qui n'étaient pas disposés à se laisser entraîner à un appel du nouveau président du PJ -l'un des partis responsables du désastre et de l'endettement de la Nation montrant dans sa loge les Scioli, les Gioja, le gros bras du syndicalisme pourris, les gouverneurs corrompus de la banlieue de Buenos Aires et d'autres complices du pillage national- ont été considérés comme des putschistes, antidémocratiques, membres d'une "nouvelle droite" antipopulaire ; avec lesquels il est impossible d'arriver à aucune sorte de consensus. Et ceux qui depuis les propres forces du Gouvernement cherchent ce consensus, on les traitera de traîtres. La consigne est tranchante : ou ils sont avec nous en défendant la démocratie, ou ils sont avec les putschistes.

Des formes de gouvernement plus semblables à des monarchies absolues -un syndrome caractéristique de quelques petites provinces de notre pays- qu'à des dynamiques démocratiques. Quand pendant de longues années il a été gouverné en contrôlant le Pouvoir exécutif, le Pouvoir législatif - empêchant d'être l'enceinte des grands débats nationaux - le Pouvoir Judiciaire, les médias locaux de communication, les forces de sécurité et les possibilités de donner des postes de travail ou des allocations, peuvent être commises "des erreurs d'échelle". Parce qu'une chose est de gouverner de cette façon une province peuplée par environ 200.000 habitants ; et une autre est de chercher à le faire dans un pays de quarante millions, beaucoup plus hétérogène et complexe. Ces distorsions ont mené à appliquer mal une mesure correcte, comme le sont les rétentions mobiles, en ignorant quelles devaient être segmentées et en ignorant, de plus, que dans ce secteur d'affaires participent d'autres groupes de pouvoir comme les grandes sociétés exportatrices et les *pools* de semances, dont les gains extraordinaires ne sont pas affectés fiscalement, parce qu'à travers des fidéicommiss, ils ne paient pas d'impôts sur le bénéficiaire.

Ce rappel à l'ordre est pertinent, alors que l'affrontement contre la "campagne" pendant plus de quatre mois a relégué d'autres problèmes non moins graves et fondamentaux, qui requièrent un débat profond si vraiment on cherche à consolider un nouveau modèle de pays avec une redistribution de la richesse. Nous nous référons aux politiques contre l'inflation, à la dette extérieure croissante qui s'approche des 200.000 millions de dollars ; à la crise énergétique et à l'abandon d'une politique de récupération des ressources hydrocarbonés ; au sujet de l'échec du système de transports et en particulier les chemins de fer ; au profil fiscal et aux avantages du secteur financier, qui jouit encore de la Loi Martínez de Hoz [Ministre de la Dictature] ; aux exceptions fiscales des entreprises minières qui n'ont pas d'obligation de faire rentrer les devises d'exportation ; à la promotion d'entreprises sociales et à de nouveaux types d'entreprises publiques nationales avec contrôle des utilisateurs et des consommateurs ; à la récupération des Aerolíneas Argentinas, au marché de cabotage national et aux flottes maritimes et fluviales ; à la nouvelle loi sur les médias et à la démocratisation des espaces audiovisuels dont les licences appartiennent au peuple ; au sujet des statistiques de l'Indec ; aux modes d'intégration autonome continentale avec la création d'entreprises publiques latinoaméricaines dans différents secteurs stratégiques. En fonction de ces objectifs, il est nécessaire de provoquer un débat de fond qui évite les fausses polarisations et soit capable de trouver des chemins pour le plus juste dessin d'un projet de pays et capables de donner la réponse aux défis d'une nouvelle époque historique.

Par Alcira Argumedo y Pino Solanas , Membres de **Proyecto Sur**.

**Traduction de l'espagnol pour *El Correo*** de : Estelle et Carlos Debiasi.

*El Correo* . Paris, le 18 juillet 2008.